



## ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 2023-15

accordant un permis de construire modificatif  
au nom de la commune de Chênex

Demande de PERMIS DE CONSTRUIRE n° : PC07406921H0003M01		
déposée le	15/11/2022 complétée le 26/12/2022	Surf. de plancher : 93.56 m <sup>2</sup>
Par Autre demandeur	BERNARDINO ALVES FRANCISCO JOSE RIBEIRO ALVES CATIA ALEXANDRA	Surf. terrain : 500 m <sup>2</sup>
demeurant	9 CHEMIN CHEMIN DE CERTOUX 74160 Sain-Julien-en-Genevois	Cadastre : ZK 200 ; ZK 202p
adresse travaux	ANCIEN CHEMIN RURAL DIT DE LA FERME DE SERRAVAL	Description : <b>Modification des teintes des enduits des façades, voire plans de façades joints.</b>

## Le Maire de Chênex,

VU la demande de permis de construire modificatif susvisée,  
VU le Code de l'Urbanisme, en particulier le livre IV relatif aux constructions, aménagements et démolitions,  
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 2 octobre 2018 et modifié le 18 octobre 2022,  
VU le permis de construire n°PC07406921H0003 délivré le 06/09/2021,

## ARRÊTE

**Article 1** : Le permis de construire modificatif est **ACCORDÉ** pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve du respect des prescriptions énoncées aux articles suivants :

**Article 2** : Les conditions particulières figurant au permis délivré le 06/09/2021 sous le numéro PC07406921H0003 sont intégralement maintenues.  
Ce permis modificatif n'apporte aucun changement à la période de validité du permis d'origine.

CHENEX, le 21.02.23

Pour le Maire,  
La 2ème Adjointe,  
Marianne BAYAT-RICARD



Télétransmis : le  
Affiché : le

## INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

**ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et suivants du code des assurances.

**DROIT DES TIERS** : La présente décision est délivrée sans préjudice du droit des tiers (contrats, servitudes, ...) qu'il appartient au bénéficiaire de respecter.

**TRANSMISSION - COMMENCEMENT DES TRAVAUX** : La présente autorisation sera transmise au représentant de l'État, sous quinzaine. Les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire, c'est-à-dire à compter de cette transmission et de la notification au bénéficiaire.

**AFFICHAGE** : L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, la superficie du terrain, la superficie de plancher et la hauteur de la construction. Il mentionne l'adresse de la Mairie où le dossier peut être consulté, et qu'un recours administratif ou contentieux d'un tiers contre cette autorisation doit être notifié sous peine d'irrecevabilité, à l'auteur de l'acte et à son bénéficiaire. Il est également affiché en mairie par les soins des services municipaux.

**VALIDITÉ** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification, ou de la date à laquelle l'autorisation a été accordée tacitement. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée deux fois une année, sur demande présentée deux mois avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres, les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez proroger. Votre demande en double exemplaires doit être soit adressée au maire par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal, soit déposée contre décharge à la mairie.

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS** : Dans le délai de deux mois à compter de sa notification, pour le pétitionnaire, ou pour les tiers, à compter du premier jour de l'affichage sur le terrain et pendant 2 mois, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte (Madame le Maire) ou d'un recours en annulation auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.

**Déclaration attestant l'achèvement  
et la conformité des travaux**

1/2

<p><b>Vous devez utiliser ce formulaire pour :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Déclarer l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement</li> <li>• Déclarer que les travaux de construction ou d'aménagement sont conformes à l'autorisation et respectent les règles générales de construction</li> <li>• Déclarer que le changement de destination ou la division de terrain a été effectué et est conforme au permis ou à la déclaration préalable</li> </ul>	<p align="center"><b>Cadre réservé à la mairie du lieu du projet</b></p> <p>La présente déclaration a été reçue à la mairie :</p>  <p>Le ..... <i>Cachet de la mairie et signature du receveur</i></p>
<p><b>1 - Désignation du permis ou de la déclaration préalable</b></p> <p><input type="checkbox"/> Permis de construire N° :PC07406921H0003M01</p> <p><input type="checkbox"/> Permis d'aménager N° :</p> <p>S'agit-il d'un aménagement pour lequel l'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Si oui, date de finition des voiries fixées au :</p> <p><input type="checkbox"/> Déclaration préalable N° :</p>	
<p><b>2 - Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)</b></p> <p><b>Vous êtes un particulier</b> Madame <input type="checkbox"/> Monsieur <input type="checkbox"/></p> <p>Nom : BERNARDINO ALVES FRANCISCO JOSE..... Prénom : .....</p>	
<p>Vous êtes une personne morale</p> <p>Dénomination : ..... Raison sociale : .....</p> <p>N° SIRET : ..... Type de société (SA, SCI, ...) :</p> <p>Représentant de la personne morale : Madame <input type="checkbox"/> Monsieur <input type="checkbox"/></p> <p>Nom : ..... Prénom : .....</p>	
<p><b>3 - Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation ou du déclarant. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du déclarant ou du titulaire du permis.</b></p> <p><b>Adresse :</b> Numéro : ..... Voie : ..... Localité : .....</p> <p>Lieu-dit : ..... BP : ..... Cedex : .....</p> <p>Code postal : ..... Division territoriale : .....</p> <p><b>Si le demandeur habite à l'étranger :</b> Pays : ..... Division territoriale : .....</p>	
<p><input type="checkbox"/> <b>J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante :</b> .....@.....</p> <p><i>J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.</i></p>	
<p><b>4 - Achèvement des travaux</b></p> <p>Chantier achevé le : .....</p> <p>Changement de destination effectué le : .....</p>	
<p><input type="checkbox"/> Pour la totalité des travaux</p> <p><input type="checkbox"/> Pour une tranche des travaux Veillez préciser quels sont les aménagements ou constructions achevés :</p>	
<p>L'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/></p>	
<p>Surface créée (en m²) : .....</p> <p>Nombre de logements terminés : ..... dont individuels : ..... dont collectifs : .....</p> <p>Répartition du nombre de logements terminés par type de financement</p> <p><input type="checkbox"/> Logement Locatif Social :</p> <p><input type="checkbox"/> Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) :</p> <p><input type="checkbox"/> Prêt à taux zéro :</p> <p><input type="checkbox"/> Autres financements :</p>	

J'atteste que les travaux sont achevés et qu'ils sont conformes à l'autorisation (permis ou non-opposition à la déclaration préalable)<sup>1</sup>

À :	A :
Le	Le :
Signature du (ou des) déclarant(s)	Signature de l'architecte (ou de l'agréé en architecture) s'il a dirigé les travaux

Pièces à joindre (*cocher les pièces jointes à votre déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux*) :

- AT.1 - L'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables mentionnées à l'art. R. 111-19-21 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 462-3 du code de l'urbanisme] ;
- AT.2 - Dans les cas prévus par les 4° et 5° de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation, la déclaration d'achèvement est accompagnée d'un document établi par un contrôleur technique mentionné à l'article L. 111-23 de ce code, attestant que le maître d'ouvrage a tenu compte de ses avis sur le respect des règles de construction parasismiques et para-cycloniques prévues par l'article L. 563-1 du code de l'environnement [Art. R. 462-4 du code de l'urbanisme] ;
- AT.3 - L'attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue par l'article R.111-20-3 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-1 du code de l'urbanisme] ;
- AT.4 - L'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique prévue par l'article R.111-4-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-3 du code de l'urbanisme].

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux est adressée :

- soit par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au maire de la commune ;
- soit déposée contre décharge à la mairie.

À compter de la réception en mairie de la déclaration, l'administration dispose d'un délai de **trois mois** pour contester la conformité des travaux au permis ou à la déclaration préalable. Ce délai est porté à **cinq mois** si votre projet entre dans l'un des cas prévu à l'article R. 462-7 du code de l'urbanisme <sup>2</sup>.

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre :

<sup>1</sup> La déclaration doit être signée par le bénéficiaire de l'autorisation ou par l'architecte ou l'agréé en architecture, dans le cas où ils ont dirigé les travaux.

<sup>2</sup> Travaux concernant un immeuble inscrit au titre des monuments historiques ; travaux situés dans un secteur sauvegardé, dans un site inscrit ou classé au titre du code de l'environnement, travaux concernant un immeuble de grande hauteur ou recevant du public ; travaux situés dans le cœur d'un parc national ou dans un espace ayant vocation à être classés dans le cœur d'un futur parc national ; travaux situés dans un secteur couvert par un plan de prévention des risques.